Libération conditionnelle et pénitenciers—Loi

C'est un mécanisme brutal et maladroit, rien de plus qu'un cataplasme qui ne nous protège que pendant très peu de temps.

Telle est la loi que le gouvernement nous demande d'adopter aujourd'hui. En fait, si nous devons adopter ce projet de loi qui va manifestement contribuer à hausser le niveau de violence au sein de notre société, nous ne rendrions pas service à nos électeurs.

En outre, puisque nous parlons des renseignements fournis aux détenus, je voudrais lire une lettre que j'ai reçue d'un détenu de l'établissement de Bowden, en Alberta, et qui traite directement de ce point. Je cite:

Monsieur,

Je suis détenu à l'établissement de Bowden, en Alberta, depuis le 29 mai 1975, et j'aurai bientôt fini de purger ma peine de onze ans et demi de prison. Depuis 1958, j'ai été incarcéré plusieurs fois dans des prisons canadiennes, à Kingston, Collins Bay, Joyceville, et dans plusieurs camps agricoles.

J'ai été témoin de bien des changements depuis 27 ans; les conditions de vie se sont améliorées de 200 p. 100, mais en même temps, la violence à l'intérieur est quatre fois plus grande; il semble qu'à mesure que les prisons multiplient leurs mesures de sécurité, les détenus deviennent de plus en plus agressifs et dangereux, non parce qu'ils étaient au départ vraiment dangereux, mais parce que leur milieu devient de plus en plus hostile. J'ai connu de nombreux détenus qui, condamnés pour des crimes non violents, ont poignardé et assassiné à l'intérieur de la prison.

S'il est une chose qui va sûrement intensifier la violence à l'intérieur des prisons, c'est la décision du gouvernement d'apporter ces modifications à la Loi sur la libération conditionnelle de détenus, qui risquent de reconduire indéfiniment la peine des détenus, la Commission ayant dorénavant le pouvoir d'abolir entièrement ou en partie la remise de peine. Quand les détenus n'ont rien à perdre, prenez garde. Je songe par exemple aux autorités carcérales qui n'aiment pas un détenu et qui ont le pouvoir de l'obliger à purger sa peine jusqu'à la fin; par ailleurs, les commissions de libération conditionnelle pourraient avoir recours à ce pouvoir pour multiplier le nombre des délateurs tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des prisons. Les juges savaient depuis des années lorsqu'ils prononçaient les sentences que les condamnés pourraient bénéficier de remises de peine pour bonne conduite, mais c'est terrible de permettre à la Commission d'exercer un tel pouvoir sur des hommes, qu'ils soient hors-la-loi ou non.

Une loi du Parlement a même mis la Commission des libérations conditionnelles hors de portée de nos cours suprêmes. L'établissement carcéral détient maintenant le pouvoir de supprimer une remise de peine pour mauvaise conduite; pour chaque faute grave commise, le détenu peut voir sa remise de peine diminuée et les responsables de l'établissement peuvent porter son cas devant un tribunal extérieur, mais si l'on attend que la date de remise en liberté approche pour dire à un prisonnier qu'il est un de ceux qui ont été choisis, qu'il aura à purger toute sa peine, c'est sérieux, et j'espère que le Parlement est prêt à assumer les conséquences, car si beaucoup de détenus ont des troubles émotifs en ce moment, ce n'est rien comparé à ce qui s'annonce.

Je vous assure que je n'envie pas ceux qui travaillent dans les établissements fédéraux et il n'y a aucun doute qu'il y aura plus de morts et de violence parmi les détenus et le personnel.

Je trouve très étrange que les personnes qui décident des règles ne savent pas vraiment ce qui se passe dans la réalité.

Ma peine prend fin le 21 octobre 1985 et après je suis libre. C'est dommage que le Solliciteur général n'ait pas pu passer même un an ici pour savoir de quoi il parle.

Il s'agit là d'une lettre très sérieuse écrite par un détenu qui a passé beaucoup de temps dans les établissements carcéraux. Ses vues sont partagées par des prisonniers de tout le Canada.

Le Comité sénatorial des affaires juridiques et constitutionnelles a fait valoir les mêmes arguments.

A la base de cette loi nous retrouvons la volonté de protéger d'une manière ou d'une autre notre société des individus dangereux. Toutefois, si nous ne le faisons pas et nous nous contentons de retarder la libération de ces détenus, tout en faisant monter la tension dans les prisons, bien sûr nous sommes en face d'une situation explosive.

Les motions dont la Chambre est saisie visent à donner au système d'audience un élément de justice fondamentale et à nous assurer qu'il y a audience avant l'examen et que, avant l'audition, on remet au détenu un texte écrit dans lequel on expose tous les motifs de la décision. J'espère que la Chambre va appuyer ces motions.

Le président suppléant (M. Charest): La Chambre est-elle prête à se prononcer?

Des voix: Le vote.

Le président suppléant (M. Charest): Le vote porte sur la motion n° 21 inscrite au nom du député de Burnaby (M. Robinson). Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: Oui.

Des voix: Non.

Le président suppléant (M. Charest): Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

Le président suppléant (M. Charest): Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

Le président suppléant (M. Charest): A mon avis les non l'emportent. Je déclare la motion rejetée.

(La motion n° 21 est rejetée.)

Le président suppléant (M. Charest): Le vote suivant porte sur la motion n° 22 inscrite au nom du député de Burnaby (M. Robinson). Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: Oui.

Des voix: Non.

Le président suppléant (M. Charest): Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

Le président suppléant (M. Charest): Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

Le président suppléant (M. Charest): A mon avis, les non l'emportent. Je déclare la motion rejetée.

(La motion n° 22 est rejetée.)